



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES
GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN,
DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT

mardi

dinsdag

22-11-2005

22-11-2005

Après-midi

Namiddag

<i>cdH</i>	<i>centre démocrate Humaniste</i>
<i>CD&V</i>	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
<i>ECOLO</i>	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
<i>FN</i>	<i>Front National</i>
<i>MR</i>	<i>Mouvement réformateur</i>
<i>N-VA</i>	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>PS</i>	<i>Parti socialiste</i>
<i>sp.a-spirit</i>	<i>Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht</i>
<i>Vlaams Belang</i>	<i>Vlaams Belang</i>
<i>VLD</i>	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>	
<i>DOC 51 0000/000</i>	<i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	<i>DOC 51 0000/000</i>	<i>Parlementair stuk van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>	<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV</i>	<i>version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)</i>	<i>CRIV</i>	<i>voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>	<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions ; les annexes se trouvent dans une brochure séparée (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>	<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken; de bijlagen zijn in een aparte brochure opgenomen (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>
<i>PLEN</i>	<i>séance plénière</i>	<i>PLEN</i>	<i>Plenum</i>
<i>COM</i>	<i>réunion de commission</i>	<i>COM</i>	<i>Commissievergadering</i>
<i>MOT</i>	<i>motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	<i>MOT</i>	<i>moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes :</i>	<i>Bestellingen :</i>
<i>Place de la Nation 2</i>	<i>Natieplein 2</i>
<i>1008 Bruxelles</i>	<i>1008 Brussel</i>
<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.laChambre.be</i>	<i>www.deKamer.be</i>
<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>	<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>

SOMMAIRE

Question de Mme Marie Nagy au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances sur "l'Institut de Formation de l'Administration fédérale (IFA)" (n° 8913)

Orateurs: **Marie Nagy, Christian Dupont**, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes, de l'Egalité des chances

Question de M. Roel Deseyn au ministre de l'Emploi sur "le vote par l'internet" (n° 8673)

Orateurs: **Roel Deseyn, Peter Vanvelthoven**, ministre de l'Emploi

INHOUD

Vraag van mevrouw Marie Nagy aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid (OFO)" (nr. 8913)

Sprekers: **Marie Nagy, Christian Dupont**, minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen

Vraag van de heer Roel Deseyn aan de minister van Werk over "het stemmen via het internet" (nr. 8673)

Sprekers: **Roel Deseyn, Peter Vanvelthoven**, minister van Werk

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MARDI 22 NOVEMBRE 2005

DINSDAG 22 NOVEMBER 2005

Après-midi

Namiddag

La séance est ouverte à 14.28 heures par M. Frédéric André, président.
De vergadering wordt geopend om 14.28 uur door de heer Frédéric André, voorzitter.

01 Question de Mme Marie Nagy au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances sur "l'Institut de Formation de l'Administration fédérale (IFA)" (n° 8913)

01 Vraag van mevrouw Marie Nagy aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid (OFO)" (nr. 8913)

01.01 Marie Nagy (ECOLO): Monsieur le président, monsieur le ministre, "Des services publics qui fonctionnent bien ont besoin d'un personnel compétent et motivé". Voilà une affirmation issue du dernier rapport annuel du SPF Personnel et Organisation, intitulé "Grandir", dont l'Institut de Formation de l'Administration fédérale (IFA) fait partie intégrante. Pour rencontrer cet objectif, la formation est un maillon indispensable d'une longue chaîne qui comprend également la sélection, le recrutement, la gestion du personnel ou encore la rémunération des fonctionnaires. Dans les sphères européennes, syndicales ou dans le monde de l'entreprise, la nécessité d'organiser la formation continue de son personnel est aujourd'hui mise en avant. C'est également vrai au sein de la Fonction publique fédérale.

Dans ce contexte, à l'IFA, nous sommes particulièrement attentifs, je cite "au fait d'identifier et de rencontrer les besoins de chaque fonctionnaire qui souhaite progresser sur un plan personnel, mais également les nécessités des départements dans lesquels ces fonctionnaires évoluent. Car développer ses compétences en tant qu'agent apporte plus d'autonomie et d'épanouissement. Dans le même temps, grâce à une meilleure formation, le service proposé au citoyen est de meilleure qualité, avec à la clé davantage de satisfactions pour les usagers comme pour les fonctionnaires. C'est pourquoi l'offre de formation de l'IFA ne cesse de s'adapter année après année aux besoins et aux demandes des organisations fédérales clientes, et ce dans des domaines d'expertise toujours plus larges."

C'est ainsi que commence l'introduction de l'imposant catalogue que l'IFA met à la disposition des fonctionnaires. Cet institut, qui dispense des formations depuis un certain temps, devra prochainement se

01.01 Marie Nagy (ECOLO): In het kader vande door de Copernicushervorming ingestelde competentiemetingen zal het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid (OFO) binnenkort voor de opleidingen moeten instaan. Zal het Instituut daartoe over de nodige middelen beschikken? Voor het geven van de opleidingen die het momenteel al aan de ambtenaren aanbiedt, doet het OFO een beroep op opleiders die onderlegd zijn in de diverse onderwezen vakken. Dat geldt voor de taal- en computercursussen. Die opleiders zijn niet werkzaam in het kader van een arbeidsovereenkomst, maar wel in het raam van een aannemingsovereenkomst.

Die docenten zijn dus zelfstandigen die maandelijks hun prestaties factureren. Vijfendertig onder hen wachten echter nog altijd op hun bezoldigingen voor de maand september. De bezoldigingen voor de drie daaropvolgende maanden zullen niet vóór 2006 worden uitbetaald.

charger des formations dans le cadre des mesures de compétences instaurées via la réforme Copernic. L'Institut en aura-t-il les moyens?

Actuellement, pour dispenser les formations qu'il offre déjà aux fonctionnaires, l'IFA fait appel à des formateurs compétents dans différentes branches enseignées. Il en va ainsi pour les cours de langue et d'informatique. Ces formateurs ne sont pas engagés dans le cadre d'un contrat de travail, mais dans le cadre d'un contrat d'entreprise.

Ces formateurs sont donc des indépendants qui facturent mensuellement leurs prestations à l'IFA, suivant un schéma que l'Institut leur impose. Néanmoins, l'Institut n'honore plus les factures. Trente-cinq formateurs indépendants attendent toujours que leurs prestations de septembre soient payées. Quant aux trois mois suivants, ils ne seront pas réglés avant 2006. La direction invoque une décision budgétaire prise dans le cadre du conclave.

Pareille situation a déjà été rencontrée ces dernières années. Ces trente-cinq indépendants doivent continuer à faire face à leurs obligations et à leurs factures. Lorsque les paiements interviendront, ceux-ci le seront sans intérêt. Il est si facile de remercier un indépendant qui ose mettre son commettant en demeure ou se plaindre. Par chance, l'Institut leur ayant imposé d'avoir d'autres clients que l'IFA pour ne pas être considérés comme des faux indépendants, ils ne sont pas tous sans revenus.

Monsieur le ministre, mes questions sont dès lors les suivantes.

1. Trouvez-vous normal que l'Institut ait recours à des indépendants pour donner ce type de cours alors que toutes les écoles privées de langue qui ont recours à des formateurs indépendants se débattent avec l'ONSS et l'inspection sociale?

2. L'Institut est-il convenablement géré ou son budget est-il systématiquement sous-évalué par la Fonction publique?

3. Les moyens de l'Institut seront-ils revus à la hausse afin de permettre de faire face aux nouvelles obligations dans le cadre des formations certifiées ou s'agira-t-il d'un prochain avatar de la saga dite "Réforme Copernic"?

01.02 Christian Dupont, ministre: Monsieur le président, je voudrais remercier Mme Nagy pour sa question fondamentale puisqu'elle pose le problème de la formation des fonctionnaires. S'il y a un élément dont la Fonction publique peut s'enorgueillir, c'est bien de la formation de ses fonctionnaires.

Tout d'abord, je dois vous rassurer, car je vous trouve pessimiste et dure. Je puis totalement vous rassurer au sujet de la situation financière de l'Institut de Formation de l'Administration fédérale. Les affirmations selon lesquelles l'IFA ne serait plus en mesure d'assumer le paiement des factures dues à ses fournisseurs sont des rumeurs totalement infondées. Les moyens budgétaires sont disponibles. L'IFA n'est touchée par aucune mesure du conclave budgétaire qui entraînerait un retard de paiement des factures, comme l'administration l'a connu en 2003 avec l'instauration du principe dit "de l'ancre".

De directie verwijst daarvoor naar een begrotingsbeslissing die in het kader van het begrotingsconclaf werd genomen.

Vindt u het normaal dat het Instituut zelfstandigen inschakelt voor het geven van dat soort cursussen, terwijl alle particuliere talenscholen die een beroep doen op zelfstandigen voor het geven van cursussen het aan de stok hebben met de RSZ en de Sociale Inspectie? Wordt het Instituut degelijk bestuurd of worden de begrotingskredieten waarover het beschikt stelselmatig ondergewaardeerd door het departement Ambtenarenzaken? Zullen de middelen van het Instituut worden opgetrokken zodat het aan zijn nieuwe verplichtingen met betrekking tot het geven van gecertificeerde opleidingen kan voldoen?

01.02 Minister Christian Dupont: Dat het OFO zijn facturen niet meer zou kunnen betalen, klopt niet. De facturen van de leveranciers van het OFO worden gemiddeld binnen 39 kalenderdagen betaald. Men probeert die betalingstermijn te verkorten, ook al is die termijn onlangs net weer langer geworden tengevolge van de beslissing van het Rekenhof om de controle "ex ante" weer in te voeren, en die neemt 14 kalenderdagen in beslag.

Le mécanisme budgétaire de suivi du paiement des factures implique qu'entre avril et octobre 2005, le temps moyen de paiement des factures des fournisseurs de l'IFA s'élevait à 39 jours calendrier, alors que le délai réglementaire légal maximum est de 50 jours. Des actions sont toutefois menées pour tenter de réduire le délai du paiement, notamment via l'introduction d'un système informatique d'encodage des factures commun au service public fédéral Personnel et Organisation. S'il n'y a pas de retard, nous pouvons certes mieux faire!

Il faut bien reconnaître que le délai entre l'introduction et le paiement de la facture a été récemment allongé par la décision de la Cour des comptes de rétablir le contrôle ex ante, puisqu'il faut 14 jours calendrier en moyenne pour que la Cour autorise la dépense. Un bon contrôle de l'utilisation des finances publiques est à ce prix. Je pense qu'on ne peut que se réjouir de ce contrôle, même si l'on doit regretter sa durée de quatorze jours, mais le contrôle est à ce prix. A cet égard, je tiens également à insister sur le fait qu'en tant qu'organisme public, l'IFA n'échappe pas aux règles imposées aux entreprises privées de formation, puisqu'il est bien entendu tenu de respecter les règles en matière de lois sociales.

Les contrats d'entreprise passés par l'IFA avec les formateurs sont tout à fait conformes aux règles fixées par la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés publics.

Pour répondre à vos interrogations sur la suffisance des moyens alloués à l'IFA pour remplir ses missions, les moyens nécessaires pour faire fonctionner l'institution et lui permettre d'assurer ses nouvelles missions de formation dans le cadre de la modernisation et de la réforme des carrières ont été prévus. En 2005, le budget alloué à l'IFA pour remplir ses missions de formation s'élevait à 4.580.000 euros hors frais de personnel.

Il est vrai que le défi est de taille puisque l'on prépare pour 2006 l'organisation de 150 formations certifiées au niveau A pour 12.000 agents. Les moyens déployés sont toutefois à la hauteur des enjeux: 17 collaborateurs ont été engagés cette année pour assurer les formations, 2.800.000 euros ont été réservés en 2005 sur le budget prévu pour la modernisation en vue de préparer l'organisation des formations certifiées et 4.200.000 euros ont été prévus pour l'année prochaine.

Pour mettre sur pied ces formations certifiées adaptées aux métiers des fonctionnaires, l'IFA aura recours à la fois à des formateurs internes et à des formateurs externes. En effet, on ne peut trouver en interne tous les formateurs qui peuvent préparer à des formations pointues, auquel cas on ferait de la formation "généraliste", ce dont nous ne voulons pas. Nous voulons une formation adaptée à ce que fait le fonctionnaire et surtout à ce qu'il fera demain. Si tel ne devait pas être le cas, on ferait, selon moi, des formations "prétexte".

Il s'agira de formateurs internes, de fonctionnaires spécialisés dans leur matière, de professeurs d'universités, de formateurs salariés employés par de sociétés privées ou encore de formateurs avec un statut d'indépendant. En tous les cas, l'IFA veillera, comme par le passé, à respecter les règles en matière de marchés publics et

Het OFO moet de regelgeving voor particuliere opleidingscentra en uiteraard ook de sociale wetten naleven. De bedrijfscontracten die het OFO met zijn opleiders sluit, zijn geheel conform de wettelijke regels.

Er werden nieuwe begrotingskredieten uitgetrokken. Ik denk niet dat daar het schoentje knelt. Ik geloof dat de echte revolutie die wij nog moeten tot stand brengen schuilt in een echte aanpassing van de opleidingen, die als het ware individueel op de betrokkenen moeten worden toegesneden.

d'inspection des lois sociales.

Madame Nagy, je peux vous assurer que c'est un des sujets sur lequel je pense que nous faisons beaucoup. Mais nous pouvons qualitativement mieux faire et j'y suis donc particulièrement attentif. Je ne manquerai pas de prendre l'une ou l'autre initiative en la matière. Je ne crois pas que ce soit au niveau des moyens que le bât blesse. La vraie révolution que nous avons encore à réussir est celle d'adapter les formations de manière quasi individuelle par rapport aux gens. C'est un énorme travail et c'est aussi une révolution de la culture d'entreprise mais nous avançons.

01.03 Marie Nagy (ECOLO): Monsieur le ministre, je vous remercie pour cette réponse. Cependant, si vous estimez que ma vision des choses est légèrement pessimiste, je me permettrai de trouver la vôtre très optimiste. Les informations dont je fais état dans ma question proviennent de cas concrets: il s'agit de personnes n'ayant pas été payées pour leurs prestations à l'IFA. Ce ne sont donc pas de simples rumeurs.

Vous me signalez que vous tentez de raccourcir ces délais. Il me paraît également opportun de s'assurer que cette situation ne se reproduira pas, même si je comprends les difficultés liées aux procédures légales. En réalité, il s'agit pratiquement de préfinancement de prestations par les personnes agissant au titre d'indépendant.

Monsieur le ministre, je ne manquerai pas de suivre l'évolution de la situation, en fonction des éléments que vous avez apportés. Le cas échéant, je me permettrai de vous préciser à nouveau la situation, afin que vous soyez bien au courant des réalités du terrain.

01.04 Christian Dupont, ministre: Monsieur le président, je voudrais donner rendez-vous à Mme Nagy pour que nous reparlions dans cette commission de la qualité des formations. Nous le ferons dans quelques mois.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*La discussion des questions et interpellations est suspendue de 14.39 heures à 16.35 heures.
De bespreking van de vragen en interpellaties wordt geschorst van 14.39 uur tot 16.35 uur.*

02 Vraag van de heer Roel Deseyn aan de minister van Werk over "het stemmen via het internet" (nr. 8673)

02 Question de M. Roel Deseyn au ministre de l'Emploi sur "le vote par l'internet" (n° 8673)

02.01 Roel Deseyn (CD&V): Mijnheer de minister, collega's, dit is een vraag over de recente uitspraken van de minister betreffende het stemmen via internet. Het was niet zomaar een gratis statement maar het was toch een uitspraak die heel wat stof heeft doen opwaaien of die ten minste in bepaalde middelen een beetje controversieel was. Er was ook een conflict rond de bevoegdheidsverdeling.

Vandaar mijn vragen. Op welke wijze werd het project afgestemd op de bevoegde deelstaten en welke vormen zal het exact aannemen, als er al enige vorm zal aangenomen worden? Op welke

01.03 Marie Nagy (ECOLO): Als u vindt dat mijn zienswijze lichtjes pessimistisch is, ben ik zo vrij te stellen dat de uwe zeer optimistisch is, gelet op het feit dat de inlichtingen waarvan ik in mijn vraag gewag maak, afkomstig zijn van personen die zich in de geschetste situatie bevinden. Het lijkt mij opportuun dat men er zou voor zorgen dat die situatie zich niet meer zal voordoen. Ik zal niet nalaten de evolutie van dat dossier te volgen in het licht van de elementen die u heeft aangereikt.

02.01 Roel Deseyn (CD&V): Le ministre a annoncé récemment qu'il voulait démarrer le système de vote par internet et que les tests auraient lieu lors des élections communales de 2006. À quelle échelle compte-t-il organiser ces tests? Comment ce projet a-t-il été mis en concordance avec les entités fédérées? Comment les risques

schaalgrootte zullen wij het project gerealiseerd zien, tenminste in de testfase? Waarover zal het precies gaan?

Kritische stemmen spraken zich vooral uit over de veiligheidsrisico's. Ook in het buitenland, Groot-Brittannië, de Verenigde Staten en landen als Estland die ook een goede reputatie hebben als het op e-government aankomt, hebben daar al heel wat kanttekeningen bij gemaakt. Men wees op de kwetsbaarheid, de mogelijkheid van hacking, het probleem met veelvuldig stemmen. Vandaar de vraag wat de ingebouwde veiligheidsmarges zijn. Hoeveel zal dit project kosten? Zijn er reeds budgetten voor vrijgemaakt om, zelfs als het niet op de verkiezingsdag zelf kan doorgaan, in een bepaalde testomgeving toch een en ander te doen met simulaties? Is daarvoor specifiek in een budget voorzien?

Ten slotte een zijdelings aspect dat in deze discussie niet onbelangrijk is. Hoeveel particulieren hebben op dit moment een kaartlezer voor eID ter beschikking? Het project zou natuurlijk staan of vallen met de penetratiegraad van de toestelletjes bij de mensen thuis.

02.02 Minister **Peter Vanvelthoven**: Mijnheer de voorzitter, collega, uit een recent onderzoek door een gespecialiseerde firma bleek dat niet minder dan 58% van de ondervraagden, een representatieve populatie van internetgebruikers en niet-internetgebruikers, vooral het online-stemmen bij gemeenteraadsverkiezingen naar voren schoven als de toepassing die zij in de toekomst zagen zitten. In een aantal andere landen zet men ook al voorzichtige stappen naar het internetstemmen, of bijvoorbeeld in Zwitserland naar volksraadplegingen via het internet. Daarom heb ik het voorstel van e-voting opnieuw op de agenda willen plaatsen.

Vandaag bevindt het project zich in de definitiefase, waarin wordt gedefinieerd welke elementen wij daarin willen stoppen. Mijn bevoegdheid heeft in de eerste plaats natuurlijk betrekking op het technisch mogelijk maken van het internetstemmen. Zoals u zelf al aangaf, zijn er ook andere elementen die van belang zijn, onder meer sociologische elementen en het veiligheidsaspect. Wij zouden dat graag in dit project willen inkapselen.

Zodra wij het project op die manier hebben gedefinieerd, zullen wij het bespreken met de bevoegde instanties, onder meer de ministers van Binnenlandse Zaken, ook van de regio's, die in 2006 instaan voor de organisatie van de gemeenteraadsverkiezingen en de provincieraadsverkiezingen.

Ik ben mij ervan bewust dat in deze materie heel wat potentiële problemen en oplossingen nog in kaart moeten worden gebracht. Het is precies de bedoeling ter gelegenheid van dit project mogelijke oplossingen te vinden en tests te doen inzake veiligheid, privacy en fraudegevoeligheid.

Uit de gedetailleerde projectdefinitie van de vooropgestelde tests zal dan ook moeten blijken welke kosten, in elk geval voor de testfase, daarmee gemoeid zullen zijn.

Wat betreft uw vraag naar de kaartlezers, ik kan u moeilijk een cijfer meedelen, aangezien de kaartlezers – uiteraard, zou ik zeggen – niet worden verdeeld door de overheid maar vooral door bedrijven. Voor

de sécurité liés au "hacking" et au double vote pourront-ils être évités? Une certaine expertise a déjà été acquise dans ce domaine à l'étranger. Quel sera le coût de ce projet? Combien de particuliers possèdent-ils actuellement déjà un lecteur de carte d'identité électronique?

02.02 **Peter Vanvelthoven**, ministre: Une étude récente a révélé que pas moins de 58% de la population trouve que le vote par internet pour les élections communales constitue une option intéressante. C'est pourquoi j'ai décidé d'inscrire "l'e-voting" à l'ordre du jour.

Le projet se trouve à présent dans la phase dite de définition. Bien que mes compétences se limitent à rendre le projet techniquement possible, nous nous intéressons également à ses aspects sociologiques et aux questions de sécurité qu'il pose. Dans la phase actuelle, bon nombre de problèmes et de solutions possibles doivent encore être répertoriés. Ce n'est qu'alors qu'il sera possible de déterminer l'ampleur des coûts liés au projet. En tout cas, nous allons discuter de ce projet de manière approfondie avec les Régions. Ce sont elles, en effet, qui organisent les élections communales de 2006.

Les chiffres relatifs au nombre de lecteurs de cartes d'identité ne sont pas connus, étant donné qu'ils ne sont pas distribués par les autorités, sauf aux moins de douze ans. Sept mille lecteurs ont d'ailleurs déjà été distribués à

het project "Kaartlezers voor twaalfjarigen", dat u welbekend is en dat wel een project van de overheid is, werden op dit ogenblik ongeveer 7.000 kaartlezers uitgereikt. Voor de periode 2005-2006 zullen er via het project in totaal zowat 100.000 kaartlezers worden verspreid.

Ook de politie is op dit ogenblik bezig met het aanschaffen van eID-kaartlezers voor het gebruik door de politiediensten.

cette catégorie de la population. Sur toute la période 2005-2006, 100.000 lecteurs seront distribués. De son côté, la police s'équipe également progressivement en lecteurs de cartes d'identité.

02.03 **Roel Deseyn** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u gelooft er nog in voor 2006. U ziet het nog als een haalbare kaart dat effectief "voor echt" zal worden gestemd bij de gemeenteraadsverkiezingen van 2006. Dat is uw betrachting, heb ik begrepen. Of zie ik dat verkeerd?

02.03 **Roel Deseyn** (CD&V): Le ministre table donc sur la possibilité de voter par internet dès les élections communales de 2006?

02.04 **Minister Peter Vanvelthoven**: Dat hebt u verkeerd begrepen.

02.05 **Roel Deseyn** (CD&V): Dat is tenminste duidelijk.

02.06 **Minister Peter Vanvelthoven**: Mijnheer de voorzitter, ik verduidelijk even.

02.06 **Peter Vanvelthoven**, ministre: Ce n'est pas le but. Nous voudrions juste, dans deux communes pilotes, faire procéder à ce scrutin par internet, parallèlement au déroulement normal des opérations électorales.

Ook in de artikels die enkele weken geleden in de pers zijn verschenen, is duidelijk aangegeven dat het niet de bedoeling is om bij de gemeenteraadsverkiezingen "voor echt", zoals u het noemde, via het internet te stemmen. De bedoeling was om van die gelegenheid, zijnde echte verkiezingen, gebruik te maken om in een of twee pilootgemeenten naast de echte verkiezingen ook in een testomgeving de mogelijkheid te bieden aan een selectie van burgers om op dat ogenblik ook te stemmen via het internet en zo te kunnen vaststellen hoe het zit met de veiligheid en andere elementen.

Het is niet de bedoeling geweest om in 2006 effectief het stemmen via het internet mogelijk te maken. We zullen het in 2006 testen. Dat is de bedoeling.

02.07 **Roel Deseyn** (CD&V): Het zou een goede kans zijn om dan met een geïntegreerd e-government uit te pakken.

02.07 **Roel Deseyn** (CD&V): Cela nous semble être l'occasion rêvée d'expérimenter le e-gouvernement intégré sans prendre trop de risques de sécurité. Il serait toutefois indispensable de disposer de davantage d'informations sur le nombre de lecteurs de cartes disponibles.

De tussenstappen kunnen niet alleen op een creatieve manier worden gezet, maar ook met een serieuze meerwaarde. Als bepaalde doelgroepen, zoals mensen met een bepaalde vorm van invaliditeit, met de eID en de kaartlezer precies door hun status, die gekend zal zijn bij het inloggen, de mogelijkheid zullen hebben om, in tegenstelling tot andere groepen, effectief te stemmen, dan kunnen we voor hen een serieuze meerwaarde betekenen. Daarbij hoeven we ons niet bloot te stellen aan veelvuldige veiligheidsrisico's, die automatisch optreden, wanneer hele grote groepen access hebben. Dat is misschien een tip in die richting.

U zegt dat u de cijfers van die kaartlezers een beetje vreemd vindt. Dat gaat via de bedrijven. In uw beleidsnota zet u de goede relatie met de bedrijven goed in de verf. Kan men niet een soort log bijhouden van wat werd doorverkocht aan kaartlezers? Ik denk dat dit ook een factor is om uw beleid aan af te meten.

Het zou goed dat wij, de mensen die dit volgen, inzicht kunnen krijgen in de cijfers zodat wij een idee hebben over welke schaalgrootte het gaat als wij alternatieven formuleren of projecten voorstellen. Het zou

goed zijn mochten de cijfers op uw departement worden verzameld.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: A sa demande, la question n° 8899 de M. Chastel est reportée.

La discussion des questions et interpellations se termine à 16.43 heures.

De bespreking van de vragen en interpellaties eindigt om 16.43 uur.